

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8668 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en baisse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Côte d'Ivoire**

**La BADEA débloque 45 milliards de FCFA pour les logements sociaux**

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a marqué une étape importante dans le secteur du ... • (Page 06)

**ZLECAF**

**7 pays bénéficieront d'un soutien à la pêche sur la période 2024-2028**

Le poisson est une source privilégiée de protéines animales dans de nombreux pays d'Afrique. Dans le cadre ... • (Page 06)



**Entretien avec Donikpo KONE sur Accent Uemoa • (Page 03)**

**« La Directive va permettre de percevoir des sommes pour aider les artistes »**



• Donikpo KONE

**Transfert de fonds vers l'Afrique subsaharienne • (Page 11)**

**L'envoi d'argent des migrants au pays estimé à 690 milliards de dollars en 2024**

**Séminaire de formation Deo-Gracias Hounnou forme les Secrétaires de direction en management professionnel**

Les secrétaires, les assistantes de direction, les assistantes administratives et les agents d'accueil en service dans ... • (Page 04)

**Organisation mondiale des douanes**

**Cotonou abrite un atelier régional sur la lutte contre la contre façon et le piratage**

Les douaniers des pays d'Afrique de l'ouest et du Centre participent ... • (Page 04)

**Digitalisation dans l'Uemoa**

**La BOAD et les Organisations Professionnelles en synergie**

Par communiqué en date du 28 juin 2024, la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a annoncé avoir entériné avec le Regroupement des Organisations ... • (Page 04)

**Tensions géopolitiques Des incertitudes planent sur la mondialisation**

La mondialisation, ce processus d'intégration économique né au lendemain de la découverte de l'Amérique dans ... • (Page 02)

**Taux de change du Fcfa XOF offert par**

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (1Xof)	608.00	655.95	773.50	2.43	0.02	0.02	3.83	82.25	165.00	0.14

## Tensions géopolitiques

## Des incertitudes planent sur la mondialisation

La mondialisation, ce processus d'intégration économique né au lendemain de la découverte de l'Amérique dans l'essor du commerce transatlantique et qui s'est resplendi au cours du 20<sup>e</sup> siècle, se trouve au bord du précipice, fragilisée par les tensions géopolitiques qui veulent sa mort prématurée. Cette semaine, un éminent économiste américain, Adam Posen a reconnu l'état critique dans lequel se trouve la mondialisation, réitérant que cette situation augmente la vulnérabilité de toutes les économies - sauf les plus grandes - aux chocs économiques étrangers, aux fluctuations arbitraires des balances courantes, aux interruptions de l'accès à la liquidité en dollars et à l'accumulation d'une dette insoutenable. Posen a appelé le Fonds international monétaire (FMI) à faire face à ces dangers dans l'intérêt de la stabilité économique mondiale.

• Issa DA SILVA SIKITI

Dans une tribune publiée ce mois dans le magazine F&D (Finance and Development), Posen, a fustigé la Chine, l'Union européenne (UE) et les États-Unis pour leur politisation croissante de la finance et du commerce international, qui a fini par mettre en péril la capacité du FMI à aider les pays membres et à limiter les comportements d'exploitation des gouvernements des trois plus grandes économies.

« Premièrement, plus le programme principal du FMI est large et discrétionnaire, plus les pays membres sont vulnérables aux machinations géopolitiques des gouvernements des grandes économies et aux flux de marché qu'ils influencent - ce qui est précisément la menace qui s'accroît actuellement. Deuxièmement, une grande cohérence, tant sur le fond que sur le processus, dans les relations avec les pays membres, est essentielle à la légitimité du processus décisionnel du FMI, en particulier lorsque les membres sont les plus vulnérables », a indiqué Posen.

« Troisièmement, bien qu'il existe d'autres forums internationaux pour traiter des inégalités, du climat et d'autres questions mondiales, seul le FMI peut être un quasi-prêteur en dernier ressort et un porte-parole de



la vérité auprès du pouvoir économique sur les questions de dette et de monnaie ».

## Larmes sans chagrin ?

Cependant, certains Afropessimistes et souverainistes sont convaincus que si la mondialisation venait à s'effondrer, les larmes du continent africain, qui est resté largement en marge de l'économie mondiale depuis le démarrage du commerce international, seront sans chagrin puisqu'il n'a bénéficié que très peu de ce système capitaliste vorace dans lequel les plus puissants dictent leur loi.

Et pourtant, l'économiste nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime que la mondialisation a, sans aucun doute, apporté des avantages à l'Afrique. « L'augmentation des reve-

nus ailleurs dans le monde a accru la demande en matières premières et en ressources en provenance d'Afrique, ce qui a stimulé plusieurs économies nationales. La mondialisation a également favorisé le transfert de connaissances, en permettant aux pays africains d'améliorer leur niveau de vie avec une « progression par bonds » grâce aux nouvelles technologies », a-t-elle affirmé sur le site de Project Syndicate.

Par ailleurs, les dirigeants africains, bien que conscients des inégalités et des injustices auxquels leurs pays font face sur l'échiquier du commerce international, ont quand même reconnu que la mondialisation a procuré certains avantages économiques au continent. Ainsi, ils se rangeraient probablement derrière ceux (comme le FMI) qui luttent pour la survie de la mondialisation.

## AUX DECIDEURS... NP

## Le glyphosate dans les plats des Béninois !

C'est avec une grande stupéfaction que j'ai relevé dans la presse et sur les réseaux sociaux l'information selon laquelle l'ananas cultivé au Bénin contient du pesticide de façon exagérée. Attention ! C'est chez les Gaulois que cela s'est révélé.

Je croyais avoir tout vu, tout entendu et tout lu... hélas, non ! La culture d'ananas au Bénin a une capacité infinie de bien renflouer la caisse de la trésorerie. La qualité de l'ananas béninois est très appréciée par les consommateurs nationaux et internationaux. Il est vendu dans les rues du Bénin, on le retrouve au-delà des océans dans les supers et hypermarchés. Il y a deux catégories qu'on y trouve : l'ananas pain de sucre sans marque et l'ananas pain de sucre Topexo. Ces ananas sont, actuellement, retirés des marchés européens pour contamination chimique. Une perte énorme pour la chaîne de production de ces broméliacées. En premier lieu, le Bénin est, non seulement discrédité sur le marché européen, mais aussi il a perdu des devises ; en second lieu les commerçants exportateurs, plusieurs millions en fumés et en troisième lieu les producteurs.

Effectivement, les décideurs politiques qui, plus est, les Ministres, les directeurs et autres ne prêtent pas attention aux chercheurs des Universités et à la Société civile. Nous n'en voulons pour preuve que depuis plus de 26 ans, il y a l'Ong-Jinukun de M Sagbo qui avait attiré l'attention des autorités sur les organes génétiquement modifiés. Il ne s'est pas non plus tu sur les ananas pain de sucre qu'il qualifiait de dangereux à la consommation ; mais ces autorités qualifiaient son Ong de tous les noms. Nous voici en face du drame agriculturo-commercial et sanitaire.

Les Chercheurs de l'Université d'Abomey-Calavi n'ont pas manqué de pointer du doigt l'utilisation du pesticide pour les cultures vivrières, les impacts que cette utilisation peut avoir sur la santé des Béninois. Ils ont noté qu'il y a du glyphosate dans les plats. On remarque de nos jours la multiplication des réactions allergiques cutanées ou oculaires, la stérilité de plus en plus développée chez les hommes. Bref l'exposition de la population béninoise aux pesticides et le risque d'apparition des pathologies cancéreuses, neurologiques ou encore de troubles de la reproduction est avérée.

Cela dit, je pense que nous vivons une époque de décadence où la corruption voire le cynisme s'invite dans les directions des ministères de notre pays. Comment comprendre qu'un directeur chargé de la sécurité sanitaire des aliments puissent permettre des erreurs aussi fatales pour, non seulement la santé humaine, mais aussi pour l'économie béninoise ? N'a-t-il pas laissé d'autres aliments nuisibles à la santé humaine circuler au Bénin ? Contrôle-t-il vraiment les viandes qui rentrent dans le pays ? Ce n'est pas la seule agence, il faut interpeller le ministère chargé de la santé, ainsi que le ministère chargé de l'environnement, en lien avec les autres institutions intervenant dans le contrôle des aliments, afin d'actualiser les nouvelles données pour prendre en compte et étudier les effets sur la santé des populations vulnérables et riveraines des zones agricoles.

Les cadres aliénés retardent les efforts que déploie le gouvernement pour révéler le Bénin. Aussi, voudrais-je faire remarquer que, notre culture ne ment pas, il faut que le Président fasse réexaminer le « Tofa 2024 ». C'est plein de sens !

Jules AFFODJI

## Cari du jour



## Eco secret

## Niger : Orano perd la mine d'uranium d'Imouraren

Pression accrue sur le français Orano. Ce dernier a annoncé, le 20 juin 2024, le retrait par la junte au pouvoir de son permis d'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren dans le nord du pays. Une décision qui intervient à la suite d'une mise en demeure et d'un ultimatum de trois mois pour la reprise.....

## Entretien avec Donikpo KONE sur Accent Uemoa

## « La Directive va permettre de percevoir des sommes pour aider les artistes »

Dans un entretien exclusif sur l'émission Accent Uemoa de la chaîne de l'intégration, Donikpo KONE, le Chef de la Division de la Culture, à la Direction de la Culture et du Tourisme, au Département du Développement Humain de la Commission de l'UEMOA, a présenté les grands axes de la Directive portant harmonisation des dispositions relatives au droit à rémunération pour copie privée au sein de la communauté. La Directive n°07/2023/CM/UEMOA est mise en œuvre le 22 septembre 2023.

Qu'est-ce que l'on doit entendre par copie privée et rémunération pour copie privée ?

La copie privée est une exception au droit d'auteur qui consiste à permettre aux individus de pouvoir faire des copies des œuvres de contenus culturels pour un usage personnel et non à des fins collectives. A titre d'exemple, pour notre usage personnel, nous enregistrons tous, des films, de la musique ou des livres dans nos Smartphones, nos tablettes, nos ordinateurs ou encore sur des clés USB ou des disques durs etc.

La Directive parle aussi des rémunérations pour copie privée

La rémunération pour copie privée permet de pouvoir enregistrer, stocker, transmettre ou transférer des données ou des contenus culturels et prélever une redevance sur le prix de ses supports-là. Cette somme qui est perçue, est reversée aux bénéficiaires, aux auteurs, aux artistes, aux éditeurs et aux producteurs des œuvres. C'est ce que l'on appelle la rémunération pour copie privée.

Quel est l'objet de la Directive et qu'est-ce qu'elle apportera aux acteurs de la culture de l'espace communautaire ?

L'objet de la Directive consiste à harmoniser au sein des Etats membres de l'UEMOA, les dispositions relatives au droit à rémunération pour copie privée des œuvres ou des contenus culturels. Cette Directive va permettre de percevoir des sommes pour aider les artistes. Les artistes, les auteurs verront leur vie et leur condition, d'exercice de leur métier, s'améliorer par des ressources financières qu'ils pourront avoir à partir de la rémunération pour copie privée. Ces ressources qui iront aux artistes vont leur permettre de créer des œuvres en qualité et en quantité. Cette rémunération et les sommes perçues, vont contribuer à la promotion de la culture et à financer les projets culturels. L'application de cette Directive permettra aux organismes de gestion collective c'est-à-dire les bureaux de droit d'auteur et des droits voisins des Etats membres, de collecter et de répartir entre les bénéficiaires des ressources financières très importantes.

Comment sont fixés les montants de la rémunération pour copie privée ?

Les montants de la rémunération pour copie privée sont fixés par les Etats membres sur les objets, systèmes et dispositifs assujettis à la copie privée, selon le cas. La Directive prévoit au sein de l'Union un taux de la rémunération pour copie privée qui se situe entre 3% et 10% du prix de



● Donikpo KONE

vente des supports et appareils quel qu'en soit le type. Ce taux est susceptible d'être porté dans une fourchette de 5% à 10% dans 4 ans après une évaluation de la mise en œuvre de la directive. Il faut noter que le taux est fixé par chaque Etat membre suivant un processus de concertation entre les différentes parties prenantes à savoir : les organisations des bénéficiaires, des redevables de la rémunération ainsi que les consommateurs. Dans certains cas spécifiques, les EM peuvent juste fixer un montant forfaitaire pour la RCP.

Comment se fait l'affectation des sommes perçues au titre de la rémunération pour copie privée ?

Avec le développement du numérique, quand on regarde tous les objets, les supports, les appareils qui sont assujettis à la rémunération pour copie privée, on se rend compte que, les sommes qui seront perçues, peuvent être importantes. La première partie de cette somme va au bénéfice des auteurs, des artistes. Il est prévu 50% de l'ensemble de cette somme qui doit être répartie entre les catégories de bénéficiaires. J'appelle catégorie des bénéficiaires, les auteurs des œuvres audio-visuelles, des œuvres sonores, des œuvres écrites et les auteurs des arts plastiques, ils perçoivent au minimum 50%. Il est prévu 35% au maximum pour le financement de projets culturels et l'action culturelle à l'endroit des auteurs, des artistes. Il y a 85% des sommes perçues qui reviennent aux artistes, aux auteurs. Les 15% restants vont aux organismes de gestion collective.

Depuis l'adoption de la Directive, qu'est-ce qui est fait par la Commission et quelles sont les prochaines étapes

pour son application effective dans les Etats membres ?

La Directive a été adoptée par le Conseil des Ministres en sa session ordinaire du 22 septembre 2023, à Abidjan. Depuis lors, deux actions majeures ont été menées. La première action a consisté à organiser un séminaire régional d'information et de sensibilisation sur la Directive. Ce séminaire s'est tenu à Abidjan, du 4 au 7 février 2024. Il a bénéficié de l'appui technique et financier de plusieurs partenaires dont les principaux sont : l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ; la Confédération Internationale des Sociétés d'Auteurs et Compositeurs (CISAC), la Fédération internationale des organismes gérant les droits de reproduction (IFRRO) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Le séminaire a regroupé des représentants de l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre de la directive.

À la sortie du séminaire d'Abidjan, qu'elle est globalement l'appréciation des artistes eux-mêmes sur la Directive ?

Ce séminaire a permis d'adopter un plan d'action commun pour la transposition et l'application de la Directive. La seconde action qui est en lien avec la première a été la production de supports de communication pour renforcer la vulgarisation de la Directive à travers l'édition d'une brochure sur la directive, des prospectus et des Kakemonos. Quant aux prochaines étapes, elles s'articulent autour de deux axes majeurs d'intervention. Le premier qui est en cours consiste à la rédaction de deux documents importants pour accompagner les Etats membres dans la mise en œuvre de la Directive. Il s'agit d'une part d'un guide d'explication de la Directive pour faciliter sa compréhension et d'autre part d'une boîte à outils qui pourrait aider à la transposition de la Directive. Le second axe d'intervention consistera à la mise en œuvre du plan d'action adopté au séminaire d'Abidjan à travers un accompagnement des Etats membres par une assistance technique avec l'appui de nos partenaires traditionnels en la matière à savoir, l'OMPI, la CISAC et l'IFRRO. Nous avons deux ans pour que la Directive soit transposée. La Directive peut apporter des changements significatifs dans le secteur de la culture.

Vous pensez que la Directive arrive au bon moment ?

La Directive vaut mieux tard que jamais. Nous pensons concrètement que cette Directive peut changer la vie des acteurs culturels et des créateurs pour leur plein épanouissement.

Transcription : Belmondo ATIKPO

## Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habts/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)

Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018

## Digitalisation dans l'Uemoa

# La BOAD et les Organisations Professionnelles en synergie

Par communiqué en date du 28 juin 2024, la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a annoncé avoir entériné avec le Regroupement des Organisations Professionnelles des TIC de l'UEMOA (ROP-TIC), un Accord-cadre pour promouvoir le développement équilibré des Etats membres et leur intégration économique, à travers des initiatives de transformation numérique.

● Bidossessi WANOU

L'accord-cadre signé entre la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et le Regroupement des Organisations Professionnelles des TIC de l'UEMOA (ROP-TIC), vise à favoriser un partenariat dynamique et durable entre le secteur privé du numérique de l'espace UEMOA et la BOAD partant des questions d'intérêt commun à fort impact. Directeur du Développement Pays de la BOAD, Almamy MBENGUE a noté que « cet accord stratégique entre le ROP-TIC et la BOAD, qui s'inscrit dans le Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PRDEN), marque notre volonté commune de renforcer l'écosystème numérique et de promouvoir les start-ups et l'Innovation, en Afrique de l'Ouest ». Dans un contexte de développement accru des nouvelles technologies, ce partenariat permettra de renforcer la capacité du ROP-TIC à financer et à mettre en œuvre des projets numériques de grande envergure en zone UEMOA, en référence aux objectifs de la Déclaration de Dakar. Pour cause, depuis sa genèse et la collaboration avec l'UEMOA, le ROP-TIC a contribué à façonner le paysage et l'écosystème numériques de notre zone, proposant des mécanismes d'accompagnement flexibles et innovants des projets. Représentant SMART AFRICA, organisation partenaire du ROP-TIC, Thelma QUAYE a affirmé que « l'Accord de ce jour nous permet de ré-



pondre aux défis persistants de notre région, que sont l'accès limité à la connectivité, le manque d'investissements et la fracture numérique. Aux côtés de la BOAD et du ROP-TIC, nous serons en mesure de mutualiser nos efforts et de relever ces challenges ».

### À propos du ROP-TIC UEMOA

Le ROP-TIC UEMOA est un regroupement interprofessionnel de l'espace UEMOA, apolitique et non confessionnel, régi par la N°64-2015/CNT du 20 octobre 2015, portant liberté d'association au Burkina Faso dénommée. Créé le 07 juin 2022 sous l'impulsion des acteurs clés du secteur des TIC de l'UEMOA, le ROP-TIC a pour principal objectif d'accélérer le processus de transformation digitale de l'espace UEMOA à travers l'implication de son secteur privé. Avec le soutien des plus hautes autorités de l'institution UEMOA, il jouera un rôle de catalyseur sur la fédération des acteurs et des initiatives en cours et à venir dans l'espace communautaire.

### A propos de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution financière de développement commune aux pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). C'est un établissement public à caractère international qui a pour objet, conformément à l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses Etats membres et de favoriser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest par le financement de projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois fonds de financement du climat (FEM, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un système international de financement du climat. Depuis janvier 2013, elle abrite le premier Centre Régional de Collaboration (CRC) sur le Mécanisme de Développement Propre (MDP), dont l'objectif est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque co-préside avec Bancoldex, la Banque Colombienne de développement des affaires et de l'exportation, l'International Development Finance Club (IDFC), qui rassemble 27 banques nationales, régionales et bilatérales de développement du monde entier.



## Organisation mondiale des douanes

# Cotonou abrite un atelier régional sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage

Les douaniers des pays d'Afrique de l'ouest et du Centre participent depuis ce lundi 08 juillet 2024, à un atelier régional de cinq jours organisé par l'Organisation mondiale des douanes sur le thème : lutte contre la contrefaçon et le piratage.

● Abdul Wahab ADO

Du 08 au 12 juillet 2024, près de 14 administrations des douanes des pays d'Afrique de l'ouest et du centre seront outillées pour lutter contre la contrefaçon et le piratage. A l'occasion du lancement des travaux, Maurice Emiola ADEFALOU, Administrateur technique et responsable, du Programme DPI, santé et sécurité de la Direction du Contrôle et de la facilitation de l'Organisation mondiale des douanes, a fait savoir que l'impact de la piraterie s'aggrave de jour en jour. La contrefaçon a des impacts pour la mobilisation des recettes et aucun pays n'est épargné. A l'en croire, la contrefaçon et le piratage représentent une menace non seulement pour les économies nationales mais aussi et surtout pour la santé de nos populations. « En tant que douane en première ligne aux frontières, nous avons le devoir de protéger nos économies mais aussi nos populations. Au cours de ces cinq jours, nous avons 14 administrations de la région Afrique de l'ouest et du centre. Nous allons outiller les collègues



sur les notions théoriques et basiques en termes de droit de propriété intellectuelle. Nous allons parcourir le panorama des infractions liées au droit de propriété intellectuelle sur les dernières années, notamment à l'aune des opérations conduites par l'OMD et nous avons les chiffres pour leur parler de l'ampleur de la menace », a-t-il ajouté. Il précisé que des communications sur les droits de propriété, la distinction entre le vrai et le faux ; Une session clause sur la gestion des risques seront au menu de l'atelier régional. L'utilisation de la plateforme sécurisée de l'OMD sera enseignée aux participants et une activité opérationnelle au Port de Cotonou sera organisée pour la pratique. Pour la représente des Douanes chinoises, Li Dan,

l'OMD a joué un important rôle dans la lutte contre la contrefaçon. Cet atelier permet d'offrir les opportunités et de partager des expériences. Le Bénin est un partenaire de la Chine en Afrique de l'ouest. Adidjatou Hassan Zanouvi, Directrice générale des douanes béninoises avant le lancement des travaux, a fait savoir que la contrefaçon est un crime et sa lutte nécessite l'adhésion de tous. Cette lutte reste un défi commun. 30% des médicaments sont des contrefaçons. Et la douane constitue un élément important de la lutte. L'atelier est une opportunité pour l'analyse des risques. Car la contrefaçon tue des milliers de personnes ». Il faut préciser que les travaux prendront fin ce vendredi 12 juillet 2024.

## Lancement d'un séminaire de formation

# Deo-Gracias Hounnou forme les Secrétaires de direction en management professionnel du secrétariat

Les secrétaires, les assistantes de direction, les assistantes administratives et les agents d'accueil en service dans les administrations sont en séminaire de renforcement des capacités d'une semaine au siège de la société PEI (Pliéade Expertise Internationale) à St Michel à Cotonou. Ce séminaire vise à améliorer les aptitudes professionnelles des secrétaires à plus d'efficacité et de performance dans leur tâche quotidienne.



● Belmondo ATIKPO

Management professionnel du secrétariat : comment devenir le principal levier de la performance de votre patron », c'est le thème d'un séminaire de formation de 07 jours, du lundi 08 au vendredi 12 juillet 2024. Ainsi, ce lundi 08 juillet 2024 de 08h 30 à 14h, l'expert-formateur international en management/leadership, Deo-Gracias Hounnou a ouvert le séminaire

par le premier module intitulé « les nouvelles missions de la secrétaire/assistante ». Ce premier cours a été riche en conseils et astuces pour devenir une secrétaire utile à son patron dans l'exercice de son agenda journalier. A en croire le formateur, une bonne secrétaire de direction est un moteur de succès incontesté pour son patron et l'entreprise. Pour ce faire, une bonne secrétaire doit faire preuve de professionnalisme dans l'accueil

des clients, développer des aptitudes affinées, cultiver un moi rassurant, prendre le travail au sérieux. Elle doit « régler les problèmes mineurs du patron, cultiver les règles du savoir-vivre, être la mémoire du patron, gérer les flux des documents, répondre aux courriers, gérer les frais comptables du patron, planifier les voyages, les réunions du patron et gérer les obligations administratives de son chef », a expliqué le communicateur. Ce séminaire a été interactif entre les participants et le formateur. Les participantes ont aussi fait des apports par des approches intéressantes au module. Le séminaire se poursuit ce mardi 09 juillet 2024 par la thématique « développement personnel, clé de la réussite de la mission de secrétaire ».

# Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 680 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 875 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

## Conseil IMMOSUD

### MON TITRE FONCIER

Le 10 Juin 2007, Madame Flavie, commerçante a acheté une parcelle d'une superficie de 500m<sup>2</sup>, mais elle n'a qu'une convention de vente pour prouver sa propriété.

Aujourd'hui, elle souhaite obtenir un titre foncier pour sécuriser ses droits de propriété. **COMMENT FAIRE ?**

Pour obtenir son titre foncier, Madame Flavie devra suivre les étapes suivantes :

- . enregistrer sa convention de vente à l'ANDF ;
- . faire le levé topographique de la dite parcelle ;
- . vérifier la position de la parcelle par rapport au PAG auprès de l'ANDF ;
- . payer les impôts des 3 dernières années ;
- . faire la demande des avis d'imposition ;
- . déposer la demande du Titre Foncier à l'ANDF en fournissant les pièces précitées accompagnées de la provision à payer ainsi que le complément des pièces dont l'ANDF lui fera part.

**ANDF** : Agence Nationale du domaine et du foncier

#### CREEZ VOTRE INDEPENDANCE GRACE A L'IMMOBILIER

Besoin de conseil en immobilier ?

Contactez-nous !

info@immosud-benin.com ou par téléphone . Cotonou . Av.Steinmetz



**IMMOSUD** +229 66 39 40 41 www.immosud-benin.com

## à louer

### FIDJROSSE proche de la mer

- Appartements de charme, meublés et équipés de 2 chambres salon chacun, cuisine, machine à laver, wifi, Canal Plus. Au 1er & 3ème étage, en longue durée de location (aux prix respectifs de 450.000 F CFA et 550.000 F CFA.

### PROCHE PHARMACIE CAMPS GUEZO

- Zone très sécurisée, maison d'architecte, équipée de grands espaces. Emplacement idéal pour bureau ou maison familiale

## à vendre

### COCOCODJI

- Dernières parcelles avec TF en zone résidentielle
- Bord de route internationale parcelles commerciales

### GRAND POPO

- Parcelles bord de route internationale
- Parcelles avec TF en zone résidentielle

*Vous possédez un bien immobilier  
que vous souhaitez vendre ou louer ?  
IMMOSUD, votre agence immobilière  
spécialisée dans la vente, la location et la gestion,  
vous aide dans vos démarches.*



**IMMOSUD** +229 66 39 40 41 www.immosud-benin.com

## Côte d'Ivoire

## La BADEA débloque 45 milliards de FCFA pour les logements sociaux

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a marqué une étape importante dans le secteur du logement social en Côte d'Ivoire en finançant le nouveau programme d'urgence à hauteur de 45 milliards de FCFA. Ce financement à des conditions avantageuses de 3% sur 25 ans, offre des opportunités exceptionnelles pour l'accès au logement aux conditions largement en dessous des standards du marché. Le 4 juillet 2024, le Premier Ministre Robert Beugré Mambé, accompagné de membres du gouvernement, a inauguré le début des travaux à la cité policière de Yopougon, marquant ainsi le démarrage du programme de construction de 25 000 logements. La cérémonie a eu lieu en présence de divers dignitaires et du haut représentant de la BADEA, signifiant l'importance du partenariat entre la Côte d'Ivoire et la banque arabe. Dans son message, Dr Sidi Ould Tah, Président de la BADEA, retenu par d'autres engagements, a transmis ses salutations et confirmé l'engagement continu de la BADEA à soutenir les efforts de développement



de la Côte d'Ivoire. « Ce financement s'inscrit dans la longue tradition de coopération entre notre banque et la Côte d'Ivoire, débutée en 1975 avec le financement de la CIMAO, et se poursuit aujourd'hui avec un engagement fort envers les infrastructures et les services sociaux, » a-t-il expliqué dans son adresse. Le programme vise non seulement à pallier le déficit de logements, mais aussi à offrir des solutions de logement à des tarifs abordables, accessibles en location-vente ou location simple, afin d'inclure le plus grand nombre. Bruno Koné, le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, a souligné l'importance de ce projet, « Nous sommes honorés de lancer ces projets qui témoignent de notre

engagement à améliorer les conditions de vie de nos citoyens. » La BADEA a aussi rappelé l'augmentation de son capital à 20 milliards et sa notation AAA/AA, soulignant la solidité financière et le soutien continu de ses actionnaires. L'engagement du Groupe de Coordination Arabe à financer ce projet et d'autres initiatives en Côte d'Ivoire est une preuve de leur confiance renouvelée dans le potentiel de développement du pays. Cette initiative représente une avancée significative dans l'amélioration des conditions de vie en Côte d'Ivoire, fournissant non seulement des logements mais aussi des opportunités de développement durable à long terme pour les citoyens ivoiriens.

Financial Afrik

## Notation financière

## GCR hisse la note du Fonds de Solidarité Africain (FSA) à AAA (historique)



Dans une évaluation financière du 8 juillet 2024, GCR Ratings a augmenté la note d'émetteur de long terme du Fonds de Solidarité Africain (FSA) de AA+(WU) à AAA(WU), la meilleure possible sur son échelle régionale. Ce rehaussement historique reflète la robustesse financière du Fonds et l'accroissement de son activité. En détail, cette amélioration de la note s'explique par une augmentation de 13% du niveau des interventions du FSA et un élargissement notable de sa base actionnariaire. Ces éléments ont permis de compenser des aspects perfectibles de son

portefeuille, malgré les efforts d'assainissement poursuivis depuis 2023. Sur le plan financier, le FSA affiche une capitalisation adéquate et d'importants coussins de liquidité, qui représentent 23% du total de ses actifs, dont 19% sont immédiatement disponibles. Cette position est renforcée par l'adhésion de nouveaux membres et par un accord signé en juin 2024, qui prévoit la libération de capital supplémentaire, augmentant ainsi la capacité de financement du Fonds. La note de court terme du FSA a également été évaluée à A1+(WU), indiquant une stabilité à ce niveau. La

perspective globale attachée à ces notations est jugée stable, reflétant une anticipation de maintien de la bonne capitalisation et du profil de liquidité du Fonds, avec une amélioration attendue de la diversification de son portefeuille de développement. Cependant, des risques subsistent, notamment en termes de concentration des engagements et de qualité modérée des actifs, même si des améliorations ont été notées avec un taux de sinistralité en baisse significative par rapport aux années précédentes. En somme, cette évaluation favorable par GCR souligne la solidité financière et la capacité accrue du Fonds de Solidarité Africain à soutenir le développement en Afrique, notamment dans des conditions économiques et financières optimales. Les changements futurs dans cette notation dépendront des évolutions du profil de risque des pays membres et de la performance de leur secteur financier, ainsi que de la qualité du portefeuille de développement du Fonds.

## ZLECAF

## 7 pays bénéficieront d'un soutien à la pêche sur la période 2024-2028

Le poisson est une source privilégiée de protéines animales dans de nombreux pays d'Afrique. Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, la pêche est identifiée comme un secteur prioritaire pour stimuler le commerce intra africain. Le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) prévoit de lancer un programme de développement du secteur de la pêche d'une durée de 4 ans dans 7 principaux pays. Il s'agit du Nigéria, du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, de la RDC, de la Zambie ainsi que d'une sélection d'États insulaires. L'annonce a été faite au cours de la 14ème réunion ordinaire du Conseil des ministres de la ZLECAF qui s'est déroulée les 24 et 25 juin derniers à Zanzibar en Tanzanie. Baptisé « Women and Youth Economic Empowerment in Fisheries », ledit programme devrait bénéficier aux petites et moyennes entreprises (PME) opérant dans la pêche dans les pays ciblés. Selon les responsables, cette initiative est prévue pour créer 240 000 opportunités de travail et augmenter le commerce des produits de la pêche de 100 millions \$ d'ici 2028. Elle sera mise en œuvre en collaboration avec la Fondation Mastercard et TradeMark Africa, une organisation d'aide au commerce en Afrique. « Le programme est conçu pour répondre aux défis structurels auxquels les femmes et les jeunes sont confrontés dans le secteur de la pêche. Il offrira des formations, facilitera l'accès aux marchés et aux financements, créera des solutions numériques, simplifiera les régimes commerciaux, améliorera la conformité aux normes et permettra un accès rationalisé aux marchés transfrontaliers », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site de la fondation Mastercard. Il faut noter que le marché du poisson offre des perspectives pour le développement du commerce intra-africain. Selon les données de la FAO, les importations africaines de poissons se sont élevées à plus de 5,5 millions de tonnes en 2023. Sur le continent l'industrie du poisson emploie principalement des femmes qui sont impliquées dans la transformation et la commercialisation.



## Côte d'Ivoire

## Ouverture d'un incubateur pour l'anacarde avec l'appui de la Banque mondiale



Depuis la réforme du secteur en 2013, la Côte d'Ivoire essaye de renforcer la chaîne de valeur de la filière anacarde. A cet effet, le pays vient d'inaugurer un incubateur destiné à renforcer les capacités des PME en matière de transformation de la noix de cajou et renforcer leur compétitivité. La Côte d'Ivoire a inauguré ce samedi 06 juillet 2024 un incubateur dédié au développement des produits dérivés de l'anacarde. L'événement, qui s'est tenu au Centre des Innovations et des Technologies de l'Anacarde (CITA) à Yamoussoukro, a enregistré la présence du ministre ivoirien de l'agriculture Kobénan Kouassi Adjoumani et du Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana. Dénommée Cajou Foodtech, le projet soutenu par la Banque mondiale dans le cadre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la chaîne de valeur de l'Anacarde (PPCA), consiste en une unité de production de 400 m<sup>2</sup> capable de traiter quotidiennement 200 kg d'amandes et autant de pommes de cajou. Il propose des services adaptés aux besoins des PME, notamment la formation des porteurs de projets, l'assistance technique pour le développement de nouveaux produits, et l'utilisation de son plateau technique pour accroître la production. Se voulant une avancée majeure dans le secteur agroalimentaire, cette infrastructure offre une technologie de pointe aux agro-transformateurs et PME de petite transformation, leur permettant d'optimiser leur production et d'améliorer la qualité de leurs produits. La première cohorte de 15 entrepreneurs formés par l'incubateur dont 14 femmes, devrait débiter sa formation le 11 juillet, apprend-on. Lors de la cérémonie d'inauguration, M. Ousmane Diagana, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a salué les efforts du gouvernement ivoirien et du Conseil du Coton et de l'Anacarde. Il a souligné le rôle crucial du secteur du cajou dans l'économie ivoirienne, en particulier pour la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. « L'incubateur Cajou Foodtech représente une opportunité majeure pour les PME engagées dans la transformation des produits agricoles, en leur offrant un accès à des formations avancées, au marketing et à la gestion financière », a-t-il déclaré. La Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial de noix de cajou, mais n'en est que le 3ème transformateur derrière le Vietnam et l'Inde. Dans l'optique de renforcer la chaîne de valeur locale dans le secteur, les autorités ont lancé plusieurs initiatives visant à accélérer la transformation dans le secteur. En juin dernier, le pays a inauguré sa 36e usine de transformation d'anacarde à Odienné, un mois après que les autorités ont suspendu les exportations de l'anacarde afin de renforcer la transformation locale. D'après Ousmane Diagana des investissements significatifs ont été réalisés pour améliorer la compétitivité de la chaîne de valeur du cajou, avec une transformation domestique passée de 44 600 tonnes en 2018 à 265 000 tonnes en 2023, créant ainsi plus de 15 000 emplois. Saluant les efforts du gouvernement ivoirien, il a conclu en réaffirmant l'engagement de la Banque mondiale à continuer de soutenir la modernisation des industries locales de transformation pour une croissance économique inclusive. Rappelons qu'en Côte d'Ivoire, près de 80 % de la production est exportée sous forme brute. Le pays prévoit de transformer 320 000 tonnes de noix de cajou en 2024 sur une production attendue à 1,25 million de tonnes.

## Tchad

## Hausse de 10 % de la production cotonnière en 2023/2024

Le Tchad est l'un des principaux producteurs et exportateurs africains de coton avec le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. Dans le pays, l'appareil productif a dépassé les attentes au cours la campagne cotonnière 2023/2024. Au Tchad, la récolte de coton graine a totalisé 110 000 tonnes en 2023/2024. C'est le bilan présenté le 7 juillet par Coton Tchad Société Nouvelle (Coton Tchad SN), l'entreprise détenant le monopole d'achat de coton graine dans le pays. Ce stock affiche une croissance de 9,9 % par rapport à la production de la campagne précédente (101 000 tonnes) et signe une progression de 2 % par rapport aux prévisions de récolte de 108 000 tonnes formulées par les autorités en décembre dernier. Si les raisons de cette embellie n'ont pas été expliquées, il faut noter que la filière tchadienne tablait aussi sur une progression de 46 % de la superficie consacrée au coton en 2023/2024, à plus de 324 000 hectares, un chiffre qui reste à être confirmé. Dans le pays d'Afrique centrale, la récolte provient principalement des provinces de Logone-Oriental, Mayo-Kebbi Ouest, Logone-Occidental, Mandoul, Tandjilé, Moyen-Chari et Mayo-Kebbi Est. Pour le compte de la campagne 2024/2025 qui devrait débiter d'ici fin juillet, Coton Tchad anticipe une croissance de 36 % de la production nationale à 150 000 tonnes. S'exprimant sur ces prévisions, Ibrahim Malloum, secrétaire générale de l'entreprise, indique que le principal défi pour l'appareil productif est le retard des pluies constaté dans toutes les zones de production.

Ecofin du 08 Juillet 2024

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

lundi 8 juillet 2024

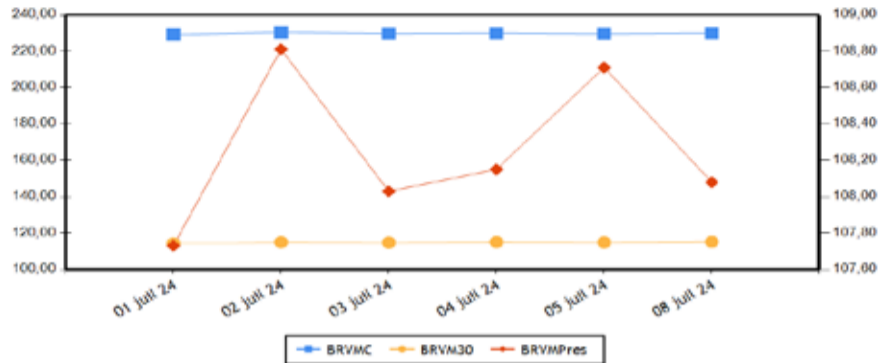
N° 128

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>229,93</b>
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	7,37 %

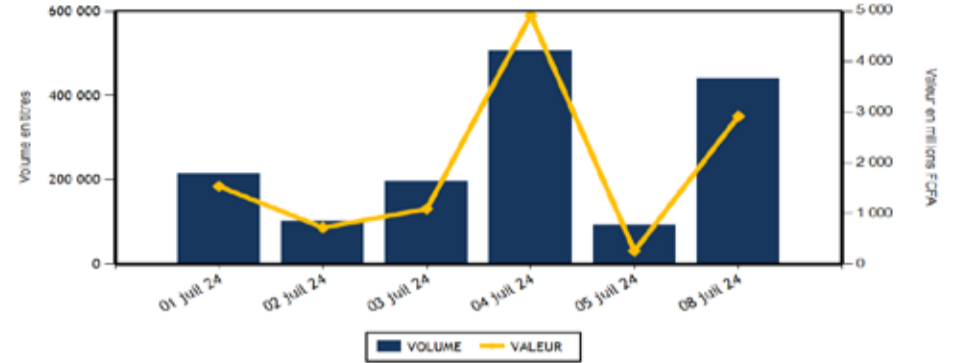
<b>BRVM 30</b>	<b>115,17</b>
Variation Jour	0,27 %
Variation annuelle	6,79 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>108,08</b>
Variation Jour	-0,58 %
Variation annuelle	6,51 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 553 972 031 144	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	207 108	125,86 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	746 014 492	204,81 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	19	72,73 %
Nombre de titres en baisse	15	25,00 %
Nombre de titres inchangés	8	-55,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 517 659 568 567	-0,12 %
Volume échangé	231 159	12 989,41 %
Valeur transigée (FCFA)	2 171 324 200	13 961,32 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	890	4,71 %	12,66 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 155	3,61 %	62,03 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	795	3,25 %	9,66 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 825	3,10 %	-2,22 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 700	-5,56 %	-35,61 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	465	-5,10 %	-43,98 %
SICABLE CI (CABC)	1 000	-4,76 %	-9,91 %
NESTLE CI (NTLC)	7 500	-3,85 %	1,56 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 250	-3,47 %	-7,41 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	108,08	-0,58 %	6,51 %	42 842	204 165 450	6,64
BRVM-PRINCIPAL	36	111,06	0,42 %	6,83 %	164 266	541 849 042	8,99

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,11	-0,84 %	5,03 %	17 356	90 438 860	7,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	585,28	0,39 %	10,12 %	32 944	235 167 840	9,10
BRVM - FINANCES	15	91,28	0,08 %	5,62 %	106 676	311 351 817	5,86
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	-3,38 %	-7,21 %	7 251	8 988 745	3,97
BRVM - AGRICULTURE	5	173,91	0,30 %	7,64 %	15 537	45 140 180	12,04
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,19	1,19 %	1,52 %	27 261	54 866 755	39,88
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	913,07	2,78 %	-17,78 %	83	60 295	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,04
Taux de rendement moyen du marché	8,69
Taux de rentabilité moyen du marché	10,55
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	149
Volume moyen annuel par séance	371 726,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 167 283 422,98

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	16,19
Ratio moyen de satisfaction	32,40
Ratio moyen de tendance	200,08
Ratio moyen de couverture	49,98
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,69
Nombre de SGI participantes	30

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**S&I BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@egi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agerce BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRACES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	2132330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Mois
Jullet 2024
Jeuudi 04 Jullet 2024
Mardi 09 Jullet 2024
Dimanche 14 Jullet 2024
Jeuudi 18 Jullet 2024
Mardi 23 Jullet 2024
Samedi 27 Jullet 2024
Mercredi 31 Jullet 2024

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	680
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	700
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 09 Jullet 2024

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	400
Mil	Tongolo	500
Gari ordinaire	Tongolo	400
Gari fin	Tongolo	500
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décourt. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraiche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1200
Sel marin local	Tongolo	400
Sel marin importé	Tongolo	400
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	700
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquillette Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 09/06/ 2024

Cours des matières Premières du Mardi 09 Jullet 2024

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraisement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Departements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
	Matéri	Matéri	jeudi	
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi	
	Cobly	Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
		Bembéréké	Bembéréké	jeudi
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
		Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	



## Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
12 <sup>ème</sup> édition des Rencontres Africa	09 au 11 juillet 2024	<a href="mailto:contact@rencontresafrika.org">contact@rencontresafrika.org</a> +33 (0) 472591010	Palais des Congrès Cotonou
1 <sup>ère</sup> édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
4 <sup>ème</sup> édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: <a href="mailto:saed@jusa.africa">saed@jusa.africa</a> Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
2 <sup>ème</sup> édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : <a href="mailto:leconomistbenin1@gmail.com">leconomistbenin1@gmail.com</a> <a href="http://www.leconomistebenin.com">www.leconomistebenin.com</a>	L'Economiste du Bénin

**NB :** Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site web : [www.leconomistebenin.com](http://www.leconomistebenin.com)

## HOROSCOPE FINANCE

**Bélier** Côté argent, cette fois, vous ne pourrez pas compter sur le soutien d'un quelconque astre de chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de l'impact d'une planète défavorable. Votre situation financière sera stable, et tout ira bien si vous ne faites pas de folies. Et c'est là que le bât risque de blesser ! L'aspect conflictuel de Pluton pourrait vous jouer des tours, notamment en vous donnant envie de vous livrer à des dépenses excessives pour vos enfants ou pour l'objet de votre flamme.

**Taureau** La présence de Mars dans votre Ciel s'avèrera d'une grande utilité pour vous. Vous pourrez prendre des initiatives audacieuses et régler d'importants problèmes pécuniaires. Ne faites pas de sentiments dans les affaires.

**Gémeaux** Ne vous lancez pas dans l'aventure financière comme Neptune vous y invitera. Vous devriez beaucoup plus tenir compte des expériences du passé afin de ne pas renouveler certaines erreurs déjà commises.

**Cancer** Côté argent, les mauvaises surprises vous seront épargnées. Mais vous devrez, bien entendu, gérer votre budget avec sagesse et réalisme. Vous aurez la possibilité d'améliorer votre pouvoir d'achat grâce à des transactions profitables.

**Lion** Dans le domaine matériel, vous pourrez effectuer des transactions très profitables, tout spécialement l'achat ou la vente de biens immobiliers. Mais attention aux risques excessifs et aux opérations mal préparées.

**Vierge** Il existera pour vous d'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Il est probable que la balance soit plutôt déficitaire en fin de compte.

**Balance** Les questions financières seront particulièrement intéressantes aujourd'hui. Vous saurez vous battre pour obtenir gain de cause, et aussi contourner les obstacles quand cela s'avèrera nécessaire. Les contrats seront favorisés car vous saurez judicieusement défendre vos intérêts. Vous récolterez quelques gains confortables ; mais ce ne sera pas une raison pour jeter l'argent par les fenêtres ! Restez modéré, et gardez les pieds sur terre.

**Scorpion** Jupiter aura cette fois la haute main sur votre secteur ressources. S'agissant d'une planète qui apporte les richesses, son influence dans ce secteur s'avèrera avantageuse. Que la satisfaction de voir se remplir votre compte en banque ne vous fasse pas pour autant oublier Mercure mal aspecté, qui risque de vous rendre très dépensier. Couvrir votre entourage de cadeaux est certes très gentil, mais veillez à ce que votre générosité ne compromette pas l'équilibre de votre budget.

**Sagittaire** Des ennuis pécuniaires ne vous seront pas épargnés ce jour. Vous avez beau vouloir leur échapper, ils vous rattraperont tout de suite. Mais cette situation ne concernera pas certains natifs du troisième décan. Ceux-ci n'auront pas de problèmes financiers ; ils seront même bien inspirés et pourront prendre d'heureuses initiatives pour améliorer la qualité de leur vie.

**Capricorne** Limitez vos dépenses ; ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps, malgré les diverses incitations de la part du vendeur. Evitez les jeux de hasard, même les plus anodins, parce qu'ils sont aptes à diminuer votre détermination en vous faisant entrevoir la facilité. Avancez résolument et avec optimisme : le succès total est au bout du chemin.

**Verseau** Le climat astral de la journée inclinera à prendre des risques financiers pas toujours bien calculés. Méfiez-vous du jeu et des investissements spéculatifs. Encore une fois, sachez que le capital n'est pas forcément le facteur essentiel de la réussite de ce que vous voulez entreprendre ; vos projets ont encore plus besoin d'idées et surtout de sens de l'organisation.

**Poissons** Ce climat astral vous rendra plus sage en matière de finances. Vous serez moins enclin à dépenser beaucoup ou pour des choses d'une utilité douteuse. Et vous suivrez ce conseil de Caton le Censeur : "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire".

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistebenin.com](http://www.leconomistebenin.com)

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de Direction

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI  
(97 25 76 46)

### Rédacteur en chef

Falco Vignon

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
(67 92 99 20)

Belmondo ATIKPO

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou- Collines)

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

### Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

## Le Débat présidentiel : Trump versus Biden

## Le décryptage vis-à-vis de la guerre en Ukraine

Le premier débat présidentiel américain s'est tenu le 27 juin sous les yeux du monde rivés sur les deux protagonistes de la politique américaine des dernières années, avec une attention toute particulière, vu les enjeux en cours et les répercussions qui auront lieu dès le jour des élections présidentielles américaines, le 5 novembre 2024, sur l'échiquier mondial plongé dans les plus grands troubles depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Le temps depuis les derniers débats qui ont eu lieu en 2020 entre les deux candidats dans la course à la Maison Blanche a bien laissé son empreinte sur les rivaux. Surtout sur le président sortant Joe Biden, ce qui était fort visible, malgré les remontants que ce dernier a très certainement pris avant sa sortie de scène, vu son âge très avancé. L'équipe de Joe Biden n'a pas trouvé de meilleure parade pour justifier l'état de détérioration physique et mentale avancé de leur leader qu'en faisant passer un message dans les coulisses des débats sur la mauvaise forme du président due à un rhume, dont il souffre depuis quelques jours.

Selon la majorité des analystes américains et étrangers, la prestation de Joe Biden est jugée catastrophique et a enfoncé le clou dans le cercueil du futur politique de l'octogénaire. Le républicain Donald Trump remporte les débats haut la main face au porteur des espoirs du camp démocrate américain.

## Trump - l'accusateur

Le niveau général du débat entre les deux candidats à la plus haute fonction au sein de la première puissance mondiale a atteint un nouveau record de médiocrité. Un record qui reflète parfaitement le niveau professionnel et moral lamentable de l'ensemble de la classe politique du monde Occidental avec les Etats-Unis d'Amérique en berger du troupeau. Mais, je laisse aux autres le soin de décortiquer les nombreux éléments soulevés durant les discours et le niveau d'argumentaire des adversaires, en me concentrant sur l'élément principal vis-à-vis des menaces que le monde encourt à l'avenir immédiat : celui de la guerre en Ukraine. Le candidat Donald Trump se positionne depuis bientôt deux ans et demi en tant qu'homme politique capable d'arrêter cette guerre dès son retour au pouvoir. Voyons ses déclarations durant le débat. Trump accuse en force : « Il (Biden) n'a rien fait pour arrêter la Russie [...] Il (Poutine) n'aurait jamais envahi l'Ukraine, jamais, jamais dans la vie (si j'étais président) [...] Le monde entier est en train de s'exploser sous Biden ». « La Russie, ils ont pris beaucoup de terres sous Obama, sous Bush, sous Biden. Elle n'a rien pris sous Trump. Elle savait qu'elle n'avait pas de marge de manœuvre (face à moi). Je me suis très bien entendu avec lui (Poutine) [...], il savait que je suis quelqu'un de sérieux. Il ne m'a rien pris comme territoire européen – maintenant il va tout prendre avec ce président (Biden) qu'on a. ça - c'est une guerre qui n'aurait jamais dû commencer, jamais. Elle n'aura pas commencé avec moi. Et il (Poutine) va prendre l'Ukraine [...] C'est lui (Biden) qui nous a laissé dans une aussi mauvaise posture avec l'Ukraine et la Russie. Parce que l'Ukraine n'est pas en train de gagner la guerre ».

Trump se moque, ensuite, de Biden en reprenant ses paroles : « Je ne vais jamais permettre cela ! » et en martelant : « Ils (ukrainiens) manquent de soldats. Ils ont perdu tant de gens [...] A cause de lui (Biden) et de ses décisions ridicules. La Russie n'aurait jamais attaqué si j'avais été président ». Sur la question du modérateur de débat, si les termes de Poutine (de l'accord de paix proposé par Moscou, le 20 juin dernier) sont acceptables, Donald Trump répond : « Non, c'est inacceptable. Mais, écoutez : c'est une guerre qui n'aurait jamais dû commencer [...] il (Biden) a donné deux cents milliards ou plus à l'Ukraine [...] l'argent que nous dépensons sur cette guerre – nous ne devons pas le dépenser. Moi, je vais régler cela entre Poutine et Zelensky, en tant que président élu, avant même de prendre le pouvoir le 20 janvier (le jour de l'investiture du président américain en 2025) ».

## Trump - le faiseur de paix

Quelles sont les réelles perspectives de la politique américaine vis-à-vis du conflit en Ukraine, en cas du retour de Donald Trump au pouvoir ?

Sans entrer dans les spéculations sur l'hypothétique présent de l'Ukraine, au cas où Trump aurait été vainqueur des



élections présidentielles de 2020, il est, néanmoins, à noter qu'étant parfaitement juste et lucide au niveau de sa critique prononcée sur le rôle néfaste de l'administration Biden vis-à-vis de la paix dans le monde et, notamment en Ukraine - le candidat républicain Trump reste parfaitement superficiel et populiste vis-à-vis de ses réelles capacités personnelles à arrêter le conflit.

D'une part, l'importante réduction du soutien militaire et financier à l'Ukraine par son principal sponsor que sont les Etats-Unis n'a rien à voir avec Donald Trump et ses souhaits déclarés, mais elle est conditionnée par toute une série d'éléments de la conjoncture américaine et mondiale. Sans parler des aides déjà planifiées et accordées à Kiev qui ne seront, en aucun cas, coupées du jour au lendemain, même si ce dernier accède au bureau ovale de la Maison Blanche.

D'autre part, l'unique condition pour que la parole de Trump soit audible et digne du moindre intérêt à Moscou, c'est celle de l'acceptation par Kiev poussé par Washington des conditions de l'accord de paix que la Fédération de Russie a dernièrement formulé. Si la position de Trump face aux russes et leurs revendications sera celle proclamée durant les débats face à Biden - « Non, c'est inacceptable » - son poids dans les futures négociations de paix ne sera guère supérieur à celui du pseudo « sommet pour la paix » qui s'est tenu en Suisse ce mi-juin et qui s'est avéré un fiasco total pour Zelensky et ses soutiens.

Par ailleurs, malgré le rôle de « faiseur de paix » que monsieur Trump s'est endossé, nul ne doit perdre le sens de la réalité et oublier le rôle réel qu'il a eu dans l'escalade du conflit en Ukraine qui s'est traduit dans des paroles que ce dernier a tenu durant le débat présidentiel face à Biden, quatre ans auparavant, en 2020 : « ... Personne n'a été aussi fort que moi face à la Russie [...] Lui (Biden) vendait des oreillers et des draps - moi, j'ai vendu des tanks à l'Ukraine ».

## Trump - le surfeur sur la vague de fatigue de l'Occident

En ce qui concerne le temps accordé à la problématique de la guerre en Ukraine - il est tout à fait révélateur de la courbe descendante en défaveur de Kiev et ceci est toujours sans aucun rapport avec Donald Trump.

Dans le débat présidentiel de ce 27 juin qui a duré 1h30 précisément, la question ukrainienne n'a pris que 8 minutes et 5 secondes en tout. C'est-à-dire, moins de 9% du temps de la discussion.

Initialement, une seule question sur la guerre en Ukraine était prévue par les modérateurs de l'événement diffusé par la chaîne de télévision CNN - chaîne-clé de la propagande du parti démocrate américain. Chacun des candidats était censé apporter sa réponse en 120 secondes respectivement. Soit, seulement 4 minutes sur une heure et demie de confrontation des candidats ont été accordées à la question qui est, pourtant, de très loin le sujet numéro un depuis plus de 2 ans sur la scène politique internationale.

Seules les petites attaques répétées tout au long du débat par Trump sur Biden ont fait doubler ce temps. À chaque fois, les retours au problème ukrainien n'ont eu lieu qu'à l'initiative de Donald Trump. Soit, le camp des démocrates américains avec Joe Biden en tête de gondole, ce camp qui est directement coupable de l'existence du conflit armé sur le territoire de l'Europe et qui a mis le monde au bord de la 3e guerre mondiale - n'a pas considéré que le sujet méritait une

réponse qui dépasse les 120 secondes.

En ce qui concerne les paroles de Joe Biden - nul intérêt à détailler les répliques de ce dernier sur les piqures de Trump. Des répliques qui se sont limitées à la répétition des slogans habituels sur le danger imminent de l'invasion de l'Univers par Moscou, en commençant par la Pologne, si Poutine n'était pas arrêté sur le sol ukrainien.

Bien que le monde se situe au plus proche que jamais du déclenchement de la 3ème guerre mondiale et du réel danger de l'utilisation des armes nucléaires, le temps accordé au conflit en Ukraine durant ce premier débat présidentiel américain est bien plus évoquant et révélateur que les paroles, quelles qu'elles soient, de Trump et de Biden sur le sujet : ce n'est nullement le sujet qui intéresse les Américains en premier lieu. Le camp occidental dirigé par les Etats-Unis est fatigué de l'Ukraine et veut de moins en moins en attendre parler. Les espoirs d'écraser la Russie en deux temps trois mouvements sont passés dans le néant et les électeurs occidentaux devant leurs postes de télé souhaitent passer à autre chose.

## La préparation de l'inhumation du régime ukrainien

Comme je l'ai déjà soulevé dans mon analyse « La guerre en Ukraine : la genèse », cela fait un an et demi, bien avant le début de la fameuse offensive ukrainienne qui devait renverser et faire fuir les troupes russes, « au moment venu, quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible – il abandonnera le régime de Kiev. Abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique, contre la promesse de la création d'un Etat kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient ».

Ce moment est en train d'arriver. L'Ukraine, qui n'a été utilisé qu'en tant qu'outil périssable de l'affaiblissement de la puissance russe, dont pas la seule, mais l'une des principales missions était la destruction des relations économiques entre la Russie et le premier concurrent commercial sur les marchés mondiaux des Etats-Unis d'Amérique qui n'est personne d'autre que l'Union Européenne - cette Ukraine a accompli sa tâche et il est temps pour les Américains de clore le projet.

Ainsi, les réelles négociations de paix qui auront lieu, ne seront nullement celles entre Moscou et Kiev, mais celles invisibles entre Moscou et Washington - peu importe si le futur locataire de la maison Blanche sera Donald Trump, Joe Biden ou un autre. Ces négociations mettront en place les nouvelles fondations de l'architecture de la sécurité globale entre la Russie et les Etats-Unis. Lesquelles fondations, entre autres effets majeurs, inhumeront le régime actuellement au pouvoir à Kiev.



Oleg Nesterenko

Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

**Transfert de fonds vers l'Afrique subsaharienne**

**L'envoi d'argent des migrants au pays estimé à 690 milliards de dollars en 2024**

Les envois d'argent de migrants vers leur pays d'origine génèrent 690 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de plus 3%. Ces flux de capitaux massifs servent aux nombreux foyers démunis, aux banques et aux Etats.

● Belmondo ATIKPO

Entre 2022 et 2030, on estime que 5 400 milliards de dollars seront envoyés par les travailleurs migrants dans leurs communautés d'origine dans des pays en développement. Le FIDA préconise d'exploiter ces flux au bénéfice de la transformation du monde rural et du développement durable. En augmentation régulière depuis les deux dernières décennies, les transferts en direction de l'Afrique subsaharienne sont estimés par la Banque Mondiale à 2,2% du PIB de cette partie du continent en 2009. Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008, passant de 323,1 milliards de FCFA à 1.223,5 milliards. Rapportés au PIB, ils ont gagné 2,2 points de pourcentage sur la période pour atteindre 3,9% en 2008, soit une progression moyenne de 2,9% par an sur la période. Pour le Bénin, les transferts reçus sont estimés à 2,9% du PIB en moyenne sur la période 2000-2008. En 2022, 647 milliards de dollars ont été envoyés dans les pays à revenu faible et intermédiaire par les travailleurs émigrés. On estime qu'environ 75% de ces fonds sont utilisés pour couvrir les besoins immédiats, ce qui signifie que les 25% restants, soit plus de 100 milliards de dollars chaque année, peuvent être utilisés à d'autres fins. Le montant qui compte le plus, ce sont les 200 ou 300 USD reçus régulièrement par les familles. Cette somme représente 60% du revenu total d'un ménage et, si elle est mise à profit, elle peut améliorer grandement les



conditions de vie des émigrants et de leur communauté d'origine. Avec ces fonds en apparence modestes, les familles bénéficiaires s'emploient à atteindre par elles-mêmes "leurs ODD personnels": réduction de la pauvreté, amélioration de la nutrition et de la santé, éducation, amélioration du logement et de l'assainissement, création d'entreprise, inclusion financière et réduction des inégalités. Ils permettent aussi de faire face aux imprévus de la vie grâce à l'épargne et d'envisager un avenir plus stable au travers de la constitution d'un patrimoine. Avec une augmentation de 1,5 %, l'Afrique subsaharienne sera la région où les envois de fonds progresseront le moins en 2024, après une baisse de 0,3 % l'année dernière. Elle sera surpassée par l'Asie de l'Est et le Pacifique, à l'exclusion de la Chine (+5,8 %), suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (+4,3 %), de l'Asie du Sud (+4,2 %) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (+2,7 %). Seule la région Europe et Asie centrale devrait enregistrer une diminution des remises, avec une baisse prévue d'environ 1,9 % cette année, selon la Banque mondiale. L'institution indique que cette hausse s'inscrit

dans le cadre d'une augmentation globale des envois de fonds mondiaux en 2024. Après un ralentissement en 2023, ces transferts devraient croître de 2,3 % cette année, bien que la Banque prévoit une répartition inégale de cette croissance selon les régions. « Les risques potentiels de révision à la baisse de ces projections découleraient d'une croissance économique plus faible que prévu dans les pays à revenu élevé accueillant des migrants, ainsi que de la volatilité des prix du pétrole et des taux de change », précise l'institution dans son communiqué. « La résilience des envois de fonds souligne leur importance pour des millions de personnes. Tirer parti des remises migratoires pour favoriser l'inclusion financière et l'accès aux marchés de capitaux peut améliorer les perspectives de développement des pays bénéficiaires », a indiqué Dilip Ratha, économiste et auteur principal du rapport. « C'est pourquoi la Banque mondiale cherche à réduire les coûts associés et à faciliter les flux officiels en atténuant les risques politiques et commerciaux, afin de promouvoir l'investissement privé dans ce secteur », a-t-il ajouté.

**Echanges commerciaux**

**Les exportations du Togo vers la CEDEAO atteignent 53 milliards FCFA en mars 2024**

Au Togo, les exportations totales vers les pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont atteint une valeur de 52,968 milliards FCFA en mars 2024, selon des données publiées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED).



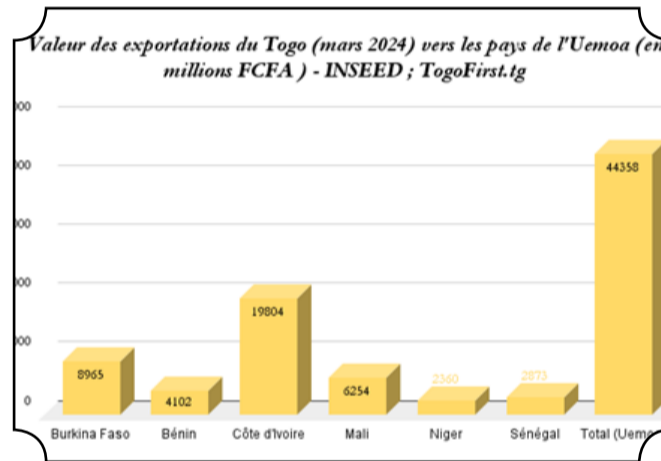
Dans le détail, les pays de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine) représentent une part significative de ces exportations, totalisant 44,358 milliards FCFA, soit 83 % de ces ventes. En particulier, la Côte d'Ivoire se démarque comme le principal partenaire commercial du Togo en termes de destination de ses produits

2024. Hors Uemoa, les exportations togolaises ont totalisé 8,6 milliards FCFA en mars 2024. Dans cette zone dominée par les voisins anglophones, le Ghana et le Nigeria sont les principaux marchés du Togo, avec des chiffres atteignant près de 4 milliards et 4,3 milliards

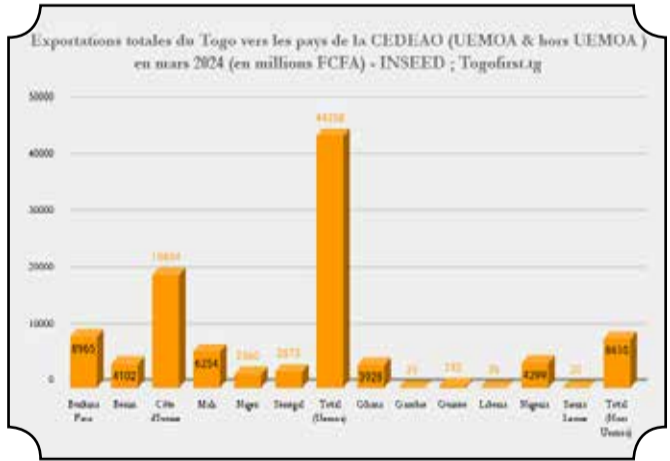
Les autres pays comme la Guinée, le Liberia, la Gambie et la Sierra Leone, représentent des marchés plus modestes pour le Togo, cumulant à eux quatre, à peine 383 millions FCFA de ventes, selon les statistiques de l'INSEED.

Il faut ajouter également que les exportations togolaises ont connu une hausse mensuelle de 73%, comparées aux 30,5 milliards FCFA du mois de février 2024.

Ces données rappellent une fois encore l'importance en général de la zone CEDEAO pour le Togo en termes de relations commerciales, et en particulier, celle de la zone UEMOA. Au dernier trimestre 2024, la sous-région absorbait à elle seule, 40 % des exportations togolaises.



dans la sous-région (près de 20 milliards FCFA pour le mois de mars). Le pays des éléphants est suivi du Burkina Faso et du Mali, avec respectivement 8,9 milliards FCFA et 6,2 milliards FCFA d'exportation de produits togolais. Enfin, les ventes vers le Bénin, le Niger et le Sénégal atteignent 4,1 milliards, 2,3 milliards et 2,8 milliards FCFA respectivement, pour ce troisième mois de l'année



FCFA respectivement.

Source externe

**Finance**

**La SFI s'associe à la Deutsche Bank pour financer le commerce en Afrique**

L'institution financière internationale s'est engagée à couvrir un portefeuille de transactions commerciales initiées par la banque allemande avec des banques émettrices en Afrique. Cet accord de garantie bénéfi-

ciera davantage à des sociétés locales d'import-export qui stimuleront leurs opérations. La Société financière internationale (SFI) a annoncé ce vendredi 28 juin 2024, la conclusion d'un mécanisme de partage des risques d'un montant pou-

vant atteindre 215 millions d'euros (230 millions \$), avec la banque allemande Deutsche Bank. Dans le cadre de ce mécanisme, la SFI couvrira des risques d'un portefeuille de transactions commerciales initiées par la Deutsche Bank

avec 40 banques émettrices de 18 pays en Afrique. Grâce à cette facilité, la Deutsche Bank renforcera ses financements commerciaux à l'endroit de banques africaines. Ces établissements à leur tour élargiront leurs offres à l'endroit d'impor-

tateurs et exportateurs de biens essentiels sur le continent. Selon la SFI, les pays africains ont importé et exporté pour 1100 milliards \$ de biens et services en 2022, soit l'équivalent de 54 % du PIB du continent. Cepen-

dant, poursuit l'institution financière internationale, les limitations de trésorerie empêchent les banques africaines de répondre à la demande de financement du commerce de leurs clients sur le continent.



# Salon des Seniors

## 2ème Edition

COTONOU  
07 AU 09 NOV 2024



**Préparez votre retraite pour mieux la vivre !**

**Villages thématiques - Conférences - Débats**  
**Panels de discussions - Jeux Concours - Loisirs**  
**Loisirs - Sortie touristique - Expositions - ventes**  
**Formation - Soirée de Gala : La nuit des retraités.**

**Contacts : +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00**

Sikècodji, Cotonou - [www.leconomistebenin.com](http://www.leconomistebenin.com) - [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)



GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



L'économiste



CMJN

CMJN